



P629 ID 1743

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Vera Haas-Gelejinsky
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 224
Courriel: vhaas@chd.lu

Monsieur Patrick Arendt
Président du SEW/OGBL

Luxembourg, le 18 avril 2016

Objet: Pétition publique 629 - Augmentation des leçons d'enseignement mises à disposition des écoles fondamentales

Monsieur,

Suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, la Conférence des Présidents a déclaré recevable votre demande de pétition publique citée en référence.

Votre pétition publique sera ouverte à signature du 18 avril au 30 mai 2016. Le forum de discussion sera opérationnel pendant cette même période.

Ci-joint vous trouverez un document pdf en vue de la collecte de signatures sur papier ainsi qu'un document avec les conditions y relatives.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.



Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 18 avril 2016



Vera Haas-Gelejinsky
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

PETITION PUBLIQUE 629

Intitulé:

Augmentation des leçons d'enseignement mises à disposition des écoles fondamentales

But :

Le Ministre de l'Education nationale s'apprête actuellement à continuer à supprimer quelque 3.500 leçons d'enseignement dans les écoles, afin de créer 150 postes d'enseignants spécialisés affectés à deux centres de compétences, l'un pour des enfants souffrant d'un trouble de comportement et l'autre pour des enfants avec des difficultés d'apprentissage créés au niveau national. Or, les signataires de la présente pétition estiment que les leçons d'enseignement sont mieux investies à la base où elles permettent d'organiser des aides directes aux élèves en difficultés sans perte de temps due à des démarches bureaucratiques. Ils demandent au ministre de l'Education nationale de revoir le contingent de leçons à attribuer aux écoles en n'en gardant que l'aspect d'une juste répartition des ressources entre les différentes communes et en retirant l'élément qui a diminué d'année en année l'attribution de leçons à l'enseignement de base et qui devrait encore continuer jusqu'en 2019/2020. À cet effet, il faudrait amender l'article 4 du RGD par le texte suivant : « L'indice 100 constitue le volume de leçons attribuées pour assurer l'enseignement de base et correspond à un effectif moyen de 14 élèves par classe. » Cet amendement serait d'autant plus facile à réaliser qu'avec l'introduction d'un cours unique remplaçant les cours d'instruction religieuse et morale et d'éducation morale et sociale, quelque 4000 leçons seront économisées. Il serait d'autant plus susceptible à rétablir les moyens mis à disposition des écoles avant l'établissement du contingent dont le taux d'encadrement variait en 2009 entre 1,6036 et 2,4187 en le ramenant à un écart situé entre 1,857 et 2,228 et tenant compte de l'indice social, plutôt qu'à celui situé entre 1,625 et 1,95 tel que prévu par le RGD actuel et qui coûte annuellement quelque 1.000 leçons hebdomadaires à l'enseignement de base. Cette perte de leçons a évidemment un impact sur la qualité de l'enseignement dispensé à la base par les titulaires de classe. La présente pétition cherche à rétablir les ressources des écoles leur permettant d'améliorer la qualité des cours offerts à leurs élèves. Au lieu de créer 150 postes dans des centres de compétences nationaux, loin des écoles et des élèves, les signataires de la pétition estiment qu'il faudrait encourager les instituteurs à s'investir au niveau de leurs écoles respectives en analysant les besoins des élèves qu'ils encadrent et en se « spécialisant » dans l'organisation de cours nécessaires à leurs besoins. Cette mesure serait susceptible de développer la réflexion sur les besoins des élèves au sein des écoles et d'en améliorer l'organisation.

Motivation de l'intérêt général:

Assurer la qualité de l'enseignement public.

Dépôt : 29.03.2016 à 14:28

Pétitionnaire: Patrick Arendt

Au nom de "SEW/OGBL", en sa qualité de président